

LA

COMMUNE DE PARIS

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.
Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.
Arts, Sciences.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

AVIS.

Les bureaux du Journal sont provisoirement établis *passage de l'Entrepôt-du-Marais, n° 4*. C'est là que doivent être adressés les lettres, paquets, journaux, renseignements. Tout ce qui ne sera pas affranchi sera refusé.

La Commune de Paris a reparu, disent nos amis et nos ennemis; c'est une erreur: elle continue de paraître. Il n'y a eu d'autre interruption dans notre marche qu'une lacune dont tout le monde sait le motif. A nos principes, on a opposé la colère, à notre discussion calme et raisonnée, la violence. Sous prétexte de frapper un de nos frères, on a voulu tuer l'idée que nous servons, en dispersant les hommes et les ressources de notre entreprise. Comment ces gardes bourgeois, qui marchent sous le drapeau de la propriété, attentent-ils sans remords et sans pudeur à la propriété des autres? Le peuple a fêté maître de la ville, toute une nuit et tout un jour, le 24 février, et pas un vol n'a été commis; la classe moyenne a tenu Paris deux heures dans ces derniers jours, et nos livres, nos manuscrits, notre caisse ont été indigneusement pillés.

L'esprit démocratique est invulnérable comme le phénix; il renaît de ses cendres, et cela au grand déplaisir de la réaction, qui croit qu'on souffle sur une vérité comme sur un lampion de la rue. Si emportés que soient nos adversaires, nous ne leur en voulons pas. Mon Dieu, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font! L'ignorance les égare comme elle égare les persécuteurs vis-à-vis des premiers chrétiens.

Il n'est pas de fable absurde, de calomnie odieuse, d'insinuation perfide qu'on n'ait répandues contre nous. Suivant les uns, nous voulons le partage des biens; suivant les autres, nous ferions tomber les têtes; enfin, il en est qui nous regardent comme des ennemis de tout ordre et de toute société. Nous ne descendons pas à réfuter de si grossières inventions. Pour nous, les droits de la propriété sont aussi sacrés que ceux du travail. Nous ne voulons prendre à personne ce qu'il a légitimement acquis; nous voulons distribuer à tous le nécessaire par les conquêtes de l'organisation productive. Toutes les classes, tous les intérêts sont compris dans notre système de transformation sociale. Ceux qui nous combattent aujourd'hui par la peur et la rage, nous remercieraient demain si nos idées arrivaient à l'exécution; car ils trouveraient tous dans notre monde de fraternité et de régénération une place meilleure que celle qu'ils occupent sous le régime de la concurrence, du privilège et de la haine.

Nous ne venons pas combattre la réaction, mais l'éclairer. Les baïonnettes ne raisonnent pas, nous le savons; il faudra pourtant bien qu'on se demande tôt ou tard quelle est la source du malaise général de la société. Quand vous aurez épuisé tous les moyens de compression et de violence quand vous aurez gorgé les prisons, quand vous

aurez bien demandé nos têtes, alors vous reviendrez à nous, car la justice et la douceur finissent toujours par vaincre leurs adversaires. Votre Assemblée nationale est impuissante; votre situation financière est désastreuse; la ruine du petit commerce est imminente. C'est là que nous vous attendons.

On nous dit les ennemis de la classe moyenne. Nous ne sommes les ennemis que de l'égoïsme et de l'ignorance. Tous les citoyens sont nos frères; nous n'en excluons aucun de nos sympathies et de nos rêves d'amélioration matérielle. Nous éprouvons surtout pour la petite bourgeoisie des sentiments particuliers d'intérêt; quand nous voyons les hommes du petit commerce se retourner contre nous, notre cœur se brise d'angoisse; car nous sommes les seuls qui puissions le sauver d'une banqueroute successive.

On cherche également à pervertir l'opinion des campagnes en nous représentant comme les fléaux de la prospérité rurale. Quelle noire imposture, quand nous nous occupons depuis un mois des classes agricoles; quand nous cherchons les moyens d'augmenter la production et par conséquent la valeur de la propriété foncière! Nous ne voulons pas faucher des têtes, comme on le dit, mais des épis pleins et féconds, de telle sorte que la France devienne un véritable grenier d'abondance.

Nous ne dirons rien des poursuites dirigées contre les écrivains de la Commune de Paris. Toute agression contre nos personnes serait un attentat à la liberté de la presse. Nous tenons la plume et non la hache. Calmes et forts de notre innocence, nous nous rangeons pour laisser courir le torrent de la réaction, torrent plein d'écume et de vase, qui bientôt disparaîtra emporté par sa propre violence.

La Commune de Paris ne tient point à son titre; les formes nous intéressent moins que les choses. Si nos lecteurs nous aiment, ils se rallieront aussi bien autour d'une autre enseigne; car ce qu'ils suivent ce n'est pas un vain mot écrit en lettres noires sur un chiffon de papier; c'est l'esprit de notre rédaction, et cet esprit ne variera jamais.

La Commune de Paris n'est d'ailleurs pas, comme on l'a cru sur la foi du titre, un journal de surveillance urbaine, c'est une feuille d'utilité générale, qui embrasse les intérêts de toutes les communes de France, de toutes les corporations ouvrières, de toutes les classes industrielles ou agricoles.

A nous maintenant ceux qui veulent le progrès! A nous les forts et les patients, que n'intimident ni la mauvaise humeur des bourgeois trompés, ni les orages de la modération furieuse! Nous replançons notre drapeau sur des ruines. Le courage politique est la condition essentielle de ceux qui aiment vraiment leur pays et la liberté. Rien ne nous déconcerte, pas même l'opiniâtre mauvaise foi de nos ennemis, parce que nous espérons forcer cette mauvaise foi par la lumière de nos bonnes intentions.

De tous les tyrans, la pire espèce est celle qui se fait un marchepied de la démocratie. En général, ce sont des hommes flétris qui veulent faire prévaloir leurs individualités grossières sur les droits les plus sacrés. S.

Sobrier.

Le citoyen Sobrier, notre excellent frère, notre vénéré ami, est en ce moment le sujet de toutes les conversations. On lui fait, dans certains salons, une réputation étrange d'exagération et de violence. Nous protestons contre tant d'odieuses et d'infâmes calomnies; nous promettons de faire connaître avant peu la vie si dévouée et si grande de ce véritable frère du peuple, de ce cœur magnanime, de cet esprit si fécond. Alors, avant même le grand jour des débats, que nous attendons avec impatience, tomberont toutes ces exagérations puériles, tous ces mensonges audacieux que beaucoup répandent, mais que nul n'ose avouer, et qui courent de bouche en bouche, sous la forme d'on dit, pour abuser tous les bons citoyens.

Les auteurs de l'attentat.

On commence à voir clair au fond des événements: le fameux attentat des républicains rouges est l'œuvre des réactionnaires tricolores ou blancs, des restaurateurs monarchiques, de ces ennemis implacables du peuple, qui ont toujours poursuivi l'exploitation et l'asservissement de la France.

Qu'on se le dise: nul n'avait songé, le 15 mai, à la dissolution de la Chambre; toutes les pensées étaient à la Pologne; on avait pu vaguement prévoir auparavant que le peuple irait un jour demander des comptes à ses Représentants, et leur dire, comme Napoléon au conseil des Cinq-Cents: « Qu'avez-vous fait de la France, » de la République, que je vous ai confiée si grande et si forte?—Mais rien n'avait été préparé.

L'événement l'a prouvé.

Ce sont les partisans de la Régence de l'ex-duc de Nemours ou les enthousiastes de la royauté de l'ex-prince de Joinville, en ce moment caché à Paris, ou les adorateurs d'Henri V, qui ont excité les colères, entraîné les esprits poussés ces vainqueurs infortunés d'un moment, à faire à l'Assemblée nationale ce prétendu outrage, qu'elle avait du reste si bien mérité.

Ils triomphent aujourd'hui, tous ces Judas Iscariotes, ces vendeurs du sang et de l'âme du peuple! Le National, qui fraternisait hier avec eux et leur livrait la République, se sent débordé; il s'étonne, s'émeut, s'inquiète, se trouble, pressé qu'il est entre ces bataillons ennemis. Ces cris: « A mort! à mort! » qui retentissaient hier contre la Commune de Paris, lui au si les entendra demain.

Les monarchistes ne se cachent plus.

Regardez autour de vous: voyez dans la Chaussée-d'Antin, ces conciliabules nocturnes présidés par l'ex-duc Decazes, où se réunissent tous les lieutenants-généraux, les ministres, les pairs, les députés centristes, tous les cumulards, tous les richards du système; voyez ces réunions dans les salons du faubourg Saint-Germain où des marquises à talons rouges gorgent d'or et de sourires des hommes du peuple, où chaque soir cent émissaires vont prendre le mot d'ordre du lendemain, soit auprès du chevalier de L., soit

auprès du prince de *** , soit auprès du marquis de V.

Ils sont sûrs du succès et boivent tantôt à la santé des princes, tantôt à l'édification de sainte Guillotine, qui attend les républicains rouges.

Eh ! comment ne se réjouiraient-ils pas ? Les révolutionnaires sont tous vaineux. Ils sont tous couchés sur la paille des cabanons de Vincennes, les vrais amis de la France. Ils sont-là, ô peuple ! tous ces hommes dont tu te plaisais à répéter les noms, ceux avec qui tu as mangé tant de fois le pain des barricades. Ils sont-là, au nom de la République, ces génies au cœur puissant, les premiers de la nation et les plus anciens vétérans de la cause républicaine. Ils sont-là, entre les mains des soldats de Louis-Philippe, sous les verroux de Louis-Philippe, dans la forteresse, au nom des magistrats de Louis-Philippe et en vertu de la colère des plus lâches et des plus plats valets de la cour de Louis-Philippe.

Les fonctionnaires commis du peuple.

Les fonctionnaires publics, commis du peuple à l'Assemblée nationale reçoivent déjà de l'avancement. A quel titre ? — Nous l'ignorons.

Quelque grand que soit le mérite de ces fonctionnaires, quelque droit qu'ils aient à l'avancement qu'on leur donne, prenons garde. Le peuple est comme nous : il ignore le passé de la plupart de ces hommes qui siègent au Palais-Bourbon ; mais il sait apprécier ce qui se passe. Il pourrait bien ne voir qu'une faveur, fruit de la sollicitation, où nous voulons bien ne voir qu'un acte de justice.

Si l'on marche ainsi dans la voie où déjà deux fois ont trébuché ceux qui croyaient mener la France, qui sait où nous irons ? — L'on s'apercevrait bientôt que nous n'avons seulement que le nom de République, puisqu'on n'aurait point mis un terme aux abus qui, tôt ou tard, réveillent les révolutions.

De ces abus, le plus criant de tous, c'est le cumul des fonctions, qui entraîne avec lui le cumul des traitements. Car, de deux choses : vous remplissez, ou non, vos fonctions. Dans l'affirmative, vous devez être rétribué, ou, contrairement, vous devez être mis de côté, comme incapables.

Que nul donc, et surtout les Représentants, ne puisse servir deux maîtres. — De la sorte les membres de l'Assemblée nationale n'obtiendront pas un avancement qu'ils auraient longtemps attendu, sans leur mandat ; en second lieu, les ministres, délivrés de tant de sollicitations personnelles, seront plus libres dans leurs actes, et nous aurons accru d'autant leur responsabilité.

Des banquiers et des capitalistes.

Rien d'ingénieux comme le banquier et le capitaliste à se soustraire à l'impôt ; quelque lacet que vous tendiez, ils échappent toujours.

Le banquier repousse toutes les charges, et il jouit de tous les avantages sociaux.

La poste, les tribunaux, les gendarmes, la prison, toute la puissance du pays est à sa disposition ; sous le règne des loups-cerviers, cet homme exploite la société comme un pacha.

Les révolutions ne seraient que de véritables comédies, si on ne mettait ordre à tout cela : le banquier, comme le capitaliste, doit payer dans la proportion de sa fortune. C'est à eux de la déclarer, ceci est une affaire de patriotisme.

Nous savons fort bien que les banquiers ne sont souvent que des fermiers, qu'ils font valoir l'argent d'autrui ; mais enfin puisqu'il entre dans l'esprit du gouvernement et de la population de faire participer aux charges, selon la fortune, il sera facile au banquier de déclarer les capitaux en son nom, sauf à se faire rembourser, ou bien à désigner les propriétaires que l'État imposerait directement ; par là on ménagera tous les scrupules, et tout le monde contribuant, l'impôt pourra être diminué.

Nous avons changé d'air, il faut changer d'allure. C'est désormais la loyauté et l'amour du prochain qui doivent régner dans notre société à la place des sales vices qu'abritait le régime déchu. Nous le comprenons tous ; il ne s'agit pas seulement pour clore une révolution de crier *Vive la République* et d'assister aux revues de la garde nationale, mais bien de pratiquer résolument la fraternité, dont l'effet sera de ramener la considération aux grandes maisons, la confiance et la paix dans le pays.

Voyez la différence entre les temps, les hommes et les choses : à une époque, peu éloignée, de polémique ardente entre la *Presse* et la *Commune de Paris*, alors que M. de Girardin admettait les hypothèses les plus contraires au maintien de la République naissante, il arriva que les patriotes s'émurent et s'amentèrent pour briser sa presse ; du moins M. de Girardin eut l'air de croire à cette intention de vandalisme, et il offrit sa poitrine à des poignards, qui ne furent heureusement pas tirés.

Eh bien ! savez-vous qui prit des premiers l'initiative pour assurer secours et protection au citoyen Girardin ? La *Commune de Paris*. Oui, deux de ses rédacteurs allèrent trouver le citoyen Causidière, qui, sur-le-champ, envoya 30 gardes sur le lieu menacé, et le désastre fut évité.

Et au 15 mai ces enragés protecteurs se voient dévastés,.... par les modérés !

Les pentarques.

Nous avons eu des monarques, des empereurs, des directeurs, des consuls. Nous avons aujourd'hui des pentarches, ou pentarques, cinq rois au lieu d'un monarque. C'est joli. Le tour est fait.

Et nos pentarques déclarent déjà qu'ils se retirent dans le sanctuaire de leur majesté archiepiscopale, pentarchique. — Vive la pentarchie ! Voilà une belle forme de gouvernement. C'était là ce que nous rêvions. Pentarchie, le mot nous plaît. C'est du bon grec.

La France est donc enfin une pentarchie ! Hâtons-nous de rétablir la Pologne pour qu'elle prenne la forme pentarchique. Que les peuples d'Europe s'insurgent contre les monarques, afin d'avoir des pentarques. Ça en vaut la peine.

A propos, et la République !!!

(La vraie République.)

Revue des Journaux.

Voici comment le citoyen Lamennais apprécie, dans le *Peuple constituant*, les plans de la réaction à l'Assemblée nationale :

« Rêves, cependant, rêves que tout cela, mais rêves funestes, car, en les poursuivant, on marche vers des catastrophes. Aucune hypocrisie, aucune ruse ne trompera la France. L'infaillible instinct de la vie lui a montré dans la République la seule voie de salut qui lui soit ouverte. Lorsqu'elle verra clairement qu'on veut l'en détourner, et déjà elle commence à le voir, elle reprendra la conduite de ses destinées ; elle soufflera sur les réacteurs et les dispersera aux quatre vents du monde.

« Lorsqu'il s'agit des suprêmes intérêts d'un peuple, d'être ou de n'être pas, l'intrigue est trop faible pour résoudre une pareille question. Elle peut disposer des portefeuilles sous une monarchie, elle ne dispose pas des destins d'une nation et des conditions de sa vie connues d'elle.

« Compterait-on sur la force ? Ce serait, en effet, y compter beaucoup que de s'imaginer qu'on triomphera par elle de la volonté nationale. Et cette force que serait-elle ? que serait contre le peuple la force de quelques factieux, soutenus de quelques stipendiés ? Aucune expérience n'instruit donc ; rien n'éclaire donc ceux qu'aveugle l'ambition, la cupidité, la rancune, ceux qui disent : la patrie, c'est moi. Eh bien ! qu'ils tentent, s'ils l'osent, un nouveau combat ; qu'ils essaient de tuer la France !

« LAMENNAIS. »

Plusieurs journaux ont annoncé l'arrestation de M. Mercier, ex-colonel de la garde républicaine.

Nous sommes invités par M. Mercier à déclarer que cette nouvelle est complètement inexacte.

M. Lamieussens est également en liberté.

M. Pierre Leroux, qui était encore le 15 à Boussac, ayant fait un voyage à Nanteuil-sur-Marne, a été arrêté par le maire de ce village, qui aura cru saisir un grand conspirateur en voyant son nom sur les listes des anarchistes.

Nous espérons que M. Pierre-Leroux ne tar-

dera pas à recouvrer sa liberté ; les membres du gouvernement savent mieux que personne les habitudes pacifiques de Pierre Leroux, et l'éloignement qu'il a toujours témoigné pour les complots.

Nous trouverions d'autant plus extraordinaire l'emprisonnement de Pierre Leroux, que plusieurs journaux de province nous affirment la présence de M. de Joinville à Paris. Ce dernier serait-il par hasard moins dangereux pour la République qu'un socialiste ?

Le club pacifique organisateur des droits de l'homme et du citoyen s'étant imposé la tâche de signaler l'égarement et les abus de l'administration qui nous régit, et de signaler dans un rapport détaillé les changements indispensables à apporter tant sur les hommes que sur les principes, invite les citoyens démocrates qui auraient quelques renseignements à lui communiquer pour l'aider dans son travail, à vouloir bien les faire parvenir, à l'heure de ses séances, qui ont lieu les lundi, mercredi et vendredi, à huit heures du soir, au local de l'école des garçons, rue Sainte-Élisabeth, près le Temple, ou tous les jours chez le citoyen Pélin, boulevard du Temple, 42, de huit heures à midi.

PÉLIN, président.

Actes officiels.

La Commission du pouvoir exécutif, Attendu que, dans la journée du 15 mai, sont partis de la réunion du club dit *Club Raspail*, en séance, salle Montesquieu, des hommes qui ont envahi l'Assemblée nationale et proclamé à l'Hôtel-de-ville un Gouvernement provisoire, fait qui constitue le crime d'attentat prévu par les lois ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le club dit *Club Raspail*, et tenant ses séances salle Montesquieu, est dissous.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en séance, au Luxembourg, le 22 mai 1848.

La Commission du pouvoir exécutif, Attendu que le club dit *Club Blanqui*, établi jusqu'ici au Conservatoire de musique, a contrevenu aux lois sur les réunions armées, rappelées dans la proclamation du Gouvernement provisoire,

Attendu que du sein de cette réunion sont partis des hommes qui, dans la journée du 15 mai, ont envahi l'Assemblée nationale et proclamé, à l'Hôtel-de-ville, un Gouvernement provisoire, fait qui constitue le crime d'attentat prévu par les lois ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le club dit le *Club Blanqui* est dissous.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en séance, au Luxembourg, le 22 mai 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

Faits divers.

— Les bons mots des gardes nationaux accourus de toutes parts à Paris pour prendre COMMUNISTE, sont à l'ordre du jour aux barrières, sur les boulevards, dans les cafés, dans les salons, partout.

Quelques-uns de ces braves se trouvaient réunis mercredi dernier à la barrière du Trône : — « C'est vexant, disait l'un, on nous appelle à Paris, on nous fait faire cinq, six lieues, on nous donne des cartouches, et nous partons sans les user ! — Pas même en brûler une ! c'est trop fort ! qu'on m'y reprenne maintenant : c'est se moquer de nous ! »

— On nous rapporte un mot du général Inchausti de Lamoricière à notre endroit, auquel nous n'aurions ajouté aucune foi si nous ne savions pas que le héros africain a été l'un des plus fervents adeptes de la société : — « Vante-moi, je te vanterai. »

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.